



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1427

30 janvier 2020

- **Corruption : Demandes de cesser immédiatement le processus de fabrication de nouvelles cartes d'identification controversées**
- **Coopération : Appel international au respect du droit à l'éducation des enfants**
- **Crise : Des protagonistes politiques et des membres de la société civile s'opposent à une éventuelle organisation d'élections, dans la conjoncture actuelle**
- **Dispositions de surveillance épidémiologique en Haïti contre le nouveau coronavirus, très mortel en Chine**

>> Corruption : Demandes de cesser immédiatement le processus de fabrication de nouvelles cartes d'identification controversées en Haïti

L'Organisation des Nations unies (ONU) et l'Organisation des Etats américains (OEA) sont également interpellées par l'Organisation des citoyennes et citoyens pour une nouvelle Haïti (OCNH), qui demande, à nouveau, au président Jovenel Moïse de mettre fin, dans l'immédiat, au processus de fabrication de nouvelles cartes d'identification controversées, par la société allemande Dermalog. Il faut veiller à la validation par la Cour supérieure des comptes, d'un nouveau contrat avec une société de production, qui sera engagée en toute conformité avec les prescrits de la loi, publiée le 12 juin 2009, dans le journal officiel de la république « Le Moniteur ». De telles dispositions institutionnelles devraient contribuer grandement à l'établissement de l'Etat de droit en Haïti, anticipe l'OCNH. La Cour des comptes avait rejeté, à deux reprises, la proposition d'accord avec Dermalog. La Carte d'identification nationale (CIN) est en train d'être remplacée par une nouvelle Carte d'identification nationale unique (CINU) controversée, produite par cette entreprise allemande. L'organisme de défense des droits humains en profite pour attirer l'attention de Jovenel Moïse sur le grave problème d'accès au droit à l'identité en Haïti, particulièrement la détention de la carte d'identification nationale, comme prescrit par le décret du 1er juin 2005 en son article premier. Dans deux autres correspondances séparées, l'Organisation des citoyennes et citoyens pour une nouvelle Haïti a aussi sollicité, distinctement, l'appui de l'ONU et de l'OEA, dans le cadre de son plaidoyer pour exiger que l'Etat Haïtien mette fin, immédiatement, au processus de fabrication de cartes controversées par la firme allemande Dermalog. Un délai d'annulation de cette carte d'identification nationale est prolongé par le gouvernement démissionnaire, jusqu'au 31 mars 2020 au lieu du 31 décembre 2019.

>> Coopération : Appel international au respect du droit à l'éducation des enfants

Le droit à l'éducation est fortement bafoué en Haïti, à cause des conflits politiques, déplore le chef de coopération de l'Union Européenne, Aniceto Rodriguez Ruiz. « L'école est supposée fonctionner dans un environnement sûr », a-t-il affirmé lors d'une activité organisée le 24 janvier, à Port-au-Prince, par la branche de l'Unesco en Haïti pour commémorer la journée internationale de l'éducation. De septembre à

novembre 2019, plusieurs mouvements de protestations exigeant la démission du président Jovenel Moïse, ont paralysé les principales activités, notamment scolaires, à travers le pays. « Les élèves avaient peur, à cause des menaces », regrette l'Italienne Maria-Luisa Fornara, représentante de l'Unicef en Haïti. Les élèves ne sont pas encore en état de retourner à l'école, à cause de ce qui se passe à La Saline et à Martissant, estime-t-elle, plaidant en faveur du respect des droits des enfants. Depuis quelques temps, une recrudescence des actes de violences est enregistrée non seulement dans ces zones, mais aussi à Port-au-Prince et ses alentours. Dans la soirée du 23 janvier, la population a été fortement choquée par l'image d'une fille de 13 ans, en uniforme scolaire, qui a été tuée par balles, avec son père, un ancien policier national, dans la commune de Croix-des-Bouquets (au nord-est de la capitale). Face à cette criminalité ambiante, qui n'épargne même pas les élèves, « les responsables du Ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle sont en communication avec la police pour sécuriser les sites », fait savoir Méniol Jeune, directeur général du Ministère. « L'éducation, c'est le moteur de la gouvernance. Elle permet de réduire la pauvreté », fait valoir l'Espagnole Pilar Alvarez, représentante de l'Unesco en Haïti. Elle appelle toutes les actrices et tous les acteurs à « jouer leur rôle ». Les responsables politiques de haut niveau, les citoyennes et citoyens, l'État, les associations, la presse, les partis politiques doivent également contribuer à faire du droit à l'éducation une réalité pour toutes et pour tous. « Apprendre pour la population, la planète, la prospérité et la paix » était le thème de la journée internationale de l'éducation en 2020.

>> Crise : Des protagonistes politiques et des membres de la société civile s'opposent à une éventuelle organisation d'élections, dans la conjoncture actuelle

La conjoncture socio-politique actuelle n'est pas propice à la tenue d'élections, expriment des protagonistes politiques et des membres de la société civile haïtienne, dans des interviews accordées à AlterRadio et AlterPresse. Le professeur Victor Benoît, fondateur du Rassemblement social-démocrate pour le progrès d'Haïti, indique que la non tenue des élections, qui devaient avoir lieu en octobre 2019, serait une décision du président Jovenel Moïse pour s'approprier des pouvoirs étendus (de tout le pouvoir politique) avec ses alliés. Si le président forme un gouvernement sans un accord politique, la crise l'engloutira, avertit Victor Benoît. « Nous ne sommes pas en mesure d'organiser des élections. Des mesures doivent être prises pour aborder la question de sécurité dans le pays, avant toutes autres dispositions », souligne le porte-parole de la plateforme Verite, Joanas Gué. « Nous ne voulons pas de gouvernement d'union nationale avec Jovenel Moïse. Nous n'irons pas aux élections avec Jovenel Moïse », renouvelle le Secteur démocratique et populaire.

>> Dispositions de surveillance épidémiologique en Haïti contre le nouveau coronavirus, très mortel en Chine

Sans en avoir encore déclaré l'« urgence mondiale », l'Organisation mondiale de la santé (OMS) qualifie d'« élevée » la menace que tend à représenter, fin janvier 2020, la propagation de l'épidémie du nouveau coronavirus, non seulement en Chine, mais aussi dans le monde. En Haïti, « la direction de l'épidémiologie a élaboré un questionnaire spécifique, disponible à l'aéroport international de Port-au-Prince, pour les personnes, présentant un intérêt épidémiologique pour le système », fait savoir le Dr. Lauré Adrien, directeur général du Ministère de la santé publique et de la population (MSPP). Des messages, élaborés en quatre langues (Créole, Français, Anglais et Espagnol), seront également affichés à l'attention des voyageurs qui rentrent dans le pays. « Une sensibilisation va être mise en place en faveur de tous les prestataires de soins, partout où ils se trouvent, pour qu'ils puissent savoir comment se comporter devant une personne, qui présente des signes ressemblant à ceux du nouveau coronavirus ». [...]

A lire également :

- [Justice et droits humains : Un plan de sécurité pour s'attaquer en profondeur aux problèmes d'insécurité en Haïti, préconisent des juges et avocats / Faut-il déplacer le palais de justice au Bicentenaire, à Port-au-Prince ?](#)